

Le naufrage de la politique européenne

Près de 700 migrants ont trouvé la mort en Méditerranée. Malgré les drames à répétition, l'Europe n'a pas de solution.

Plus de 400 victimes la semaine dernière, près de 700 ce week-end en un seul naufrage (certains survivants parlaient même de 950 passagers) : les drames se multiplient en mer Méditerranée aux larges des côtes italiennes. Si le bilan se confirmait pour le sinistre qui a eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, il s'agirait de la pire tragédie qu'ait connue la Méditerranée. Une mer qui a pourtant déjà une longue histoire de drames liés à l'immigration.

Depuis plusieurs mois, le nombre de migrants qui quittent la Libye pour se rendre en Europe

a considérablement augmenté. Ali Wahida, journaliste libyen, explique le rôle joué par son pays dans ces drames humains. « *Depuis la chute de Kadhafi en 2011, un commerce florissant s'est développé, avec des filières bien organisées.* » Face à cette réalité, le journaliste pointe la responsabilité européenne. Selon lui, aucune des différentes missions de l'Union européenne « *n'a pour tâche de sauver les émigrés en difficulté sur les bateaux ou de traquer les trafiquants* ».

Un constat renforcé par la nouvelle mission de l'UE en Méditerranée depuis le 1^{er} janvier 2015 :

« Triton ». Son rôle n'est pas de secourir les migrants mais de surveiller les frontières. Un changement de stratégie qui pourrait expliquer la multiplication des drames depuis le début de l'année 2015.

Pour tenter de réagir, le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, a réclamé hier, dimanche, la réunion d'urgence d'un sommet européen. Il n'a pas encore été entendu, mais les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères de l'UE vont se retrouver dans les prochains jours à une date qui n'est pas encore fixée. ■

RESPONSABILITÉ

L'Italie, porte d'entrée de l'Europe

Avec ses 2.000 km de frontières maritimes, l'Italie est la principale destination des clandestins. Et le moyen le

plus sûr pour les passeurs de réaliser leur contrat : amener ces migrants au sein de l'Union européenne. L'Europe doit en effet obligatoirement examiner les demandes d'asile qui lui sont soumises, qu'importe si l'essentiel de la migra-

tion est économique et ne peut conduire à l'obtention du statut de réfugié. Le règlement Dublin II spécifie en outre qu'en cas d'entrée illégale, l'Etat membre qui n'a pu barrer cette entrée est responsable de l'examen de la demande d'asile.

P.M.A

L'Europe face à « la pire hécatombe »

- Quelque 700 migrants ont péri entre la Libye et Lampedusa.
- Ce drame renvoie l'Europe à ses responsabilités.
- Le Premier ministre italien Renzi demande la réunion d'urgence d'un sommet européen.

Au lendemain de la tragédie qui a coûté la vie à près de 700 personnes au sud de la petite île italienne de Lampedusa, quelle réponse donner à l'emballement des flux migratoires ? Le hasard du calendrier veut que ce drame se soit déroulé alors que l'Allemagne, l'Italie, la France et la Slovaquie ont précisément réclamé vendredi une solution « forte au niveau européen ». Un énième appel à trouver une solution à ces traversées de la Méditerranée synonymes de drames humains.

Parce que ces incursions échappent le plus souvent au regard des autorités, le décompte exact des naufrages et des noyades est par essence impossible. Mais pour Carlotta Sami, la

porte-parole du Haut Commissariat aux réfugiés, le drame qui est intervenu dans la nuit de samedi à dimanche est « la pire hécatombe jamais vue en Méditerranée ». Sur 700 migrants, seuls 28 ont pu être secourus par un cargo portugais. Selon le parquet de Catane, un des 28 survivants a mentionné la présence de 950 personnes à bord du chalutier, dont une cinquantaine d'enfants et quelque 200 femmes. Il a également affirmé que les trafiquants avaient enfermé une grande partie des migrants dans les cales sans possibilité pour eux de s'échapper.

Selon les gardes-côtes italiens, un chalutier a lancé dans la nuit de samedi à dimanche un appel au secours. L'équipage d'un cargo portugais appelé à se dérouter sur place n'a pu qu'assister au chavirage de l'embarcation. Toujours selon les gardes-côtes, l'accident serait intervenu lorsque les clandestins se sont précipités du même côté du chalutier à l'arrivée du navire portugais, faisant naufrage.

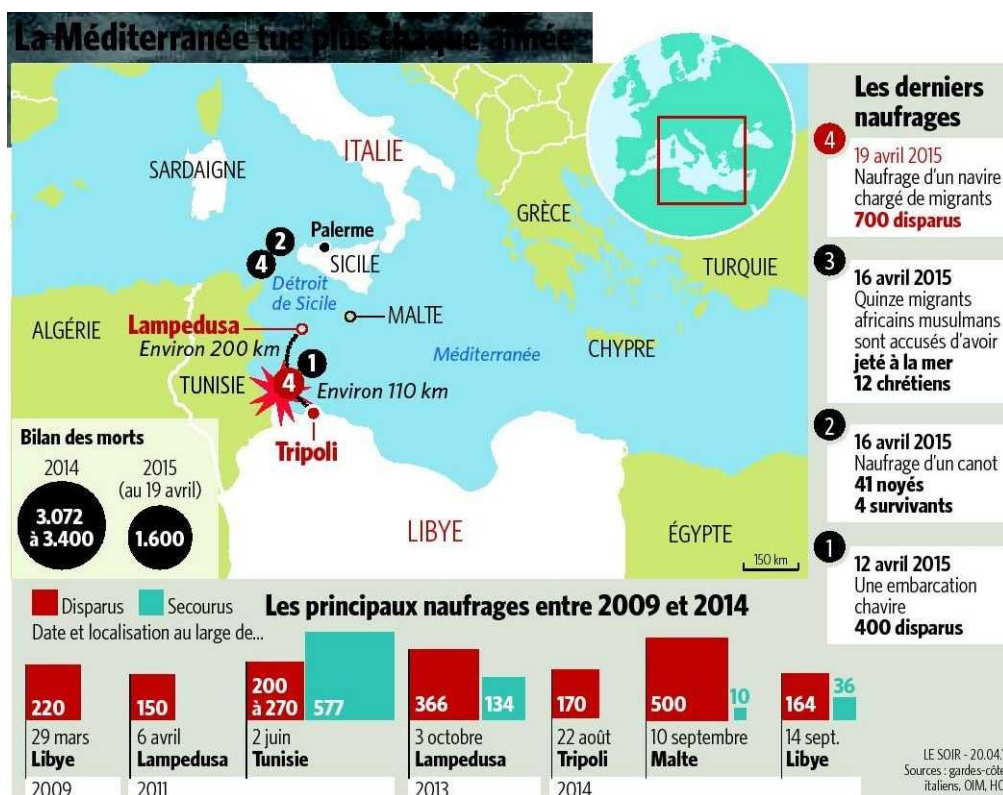
Cette tragédie rappelle que les flux migratoires ne cessent d'envoyer. L'an dernier, on estimait à 169.000 le nombre de personnes

qui ont tenté de rejoindre l'Europe en traversant la Méditerranée. La chute du régime Kadhafi et l'anarchie qui s'est installée en Libye expliquent en grande partie ce déferlement venu de l'Afrique noire et sahélienne.

Ces 700 victimes s'ajoutent aux 440 disparus recensés la semaine dernière dans des circonstances semblables. Selon les organisations humanitaires, ils étaient moins de 50 en 2014, lorsque Mare Nostrum battait son plein. Lancée en 2013, cette opération militaire et humanitaire réunissant 19 pays a été remplacée en novembre dernier par Triton, nom de code d'une surveillance des frontières plus modeste.

Dans ce dossier, la solidarité européenne reste le plus souvent aux abonnés absents. L'UE annonce qu'elle va réunir ses ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur pour prendre des mesures. L'Italien Renzi demande d'organiser un sommet européen d'urgence. La Commission doit adopter à la mi-mai une nouvelle Stratégie européenne de la Migration. Pour progresser, l'UE entend, dit-elle, travailler avec les pays d'origine et de transit des migrants. ■

P.Ma



L'HISTORIQUE MACABRE

20 ans de tragédie

24 décembre 1996. La tempête fait rage au sud des côtes siciliennes. A quelques encablures du village de Portopalo, un bateau avec des centaines de clandestins heurte le cargo Yohian, faisant 283 morts.

20 juin 2003. Ce jour-là, au large de la Tunisie, un bateau transportant environ 250 immigrants clandestins africains sombre, faisant plus de 210 morts.

4 octobre 2004. Le bateau de l'espoir qui transporte 75 immigrants clandestins sombre une nouvelle fois au large des côtes tunisiennes, non loin de la

ville de Chott Meriem. Bilan : 17 morts et 47 disparus.

19 août 2006. Un patrouilleur italien repère une embarcation naufragée au sud de l'île sicilienne de Lampedusa ; il y a 120 immigrants à son bord. 70 personnes sont sauvées mais 10 sont retrouvés morts et 40 restent portés disparus.

12 mai 2008. 66 migrants clandestins sont à bord d'une embarcation « de l'espoir » qui coule près de Monastir, ville côtière du Sahel tunisien. 47 d'entre eux, morts de faim et de froid, sont jetés par-dessus bord.

16 février 2011. Dans le canal de Sicile, un bateau disparaît avec 200 immigrés

à bord. Aucun survivant...

Le 3 octobre 2013. Un massacre sans précédent jusqu'il y a quelques jours... Un bateau chargé de migrants coule près de Lampedusa. Le bilan est effrayant : 366 victimes présumées et 20 décès. Parmi les morts, des femmes enceintes et de nombreux enfants.

10 septembre 2014. Jusqu'à 500 migrants meurent noyés, leur bateau ayant été volontairement coulé par des passeurs au large de Malte.

12 avril 2015. Jusqu'à 400 migrants disparaissent dans le naufrage d'une embarcation de fortune en Méditerranée.

F.M.

analyse Dans le drame de l'immigration clandestine, le pire est à venir

ROME

DE NOTRE CORRESPONDANT

Mille six cents morts en moins de 4 mois : le drame de l'immigration clandestine en provenance d'Afrique a la dimension d'une catastrophe biblique devant laquelle la communauté internationale est impuissante.

La déstabilisation du grand Maghreb à la suite des printemps arabes a multiplié le nombre de migrants. De 2002 à 2010, c'étaient en moyenne 20.000 immigrés qui débarquaient chaque année sur les côtes italiennes. En 2014, ils furent 169.000. Beaucoup d'entre eux proviennent de pays en guerre : Afghanistan, Syrie, Irak, Libye ou Mali. Mais outre la guerre, de nombreux clandestins en provenance d'Egypte, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Guinée Bissau ou de la corne de l'Afrique fuient la misère.

La Libye, d'où part la grande ma-

jorité des bateaux d'immigrés, est la plaque tournante du trafic. Du temps du colonel Kadhafi, des immigrés s'embarquaient déjà sur les côtes libyennes. Mais c'était le régime qui orchestrait la migration comme arme politique pour faire pression sur l'Europe. Ainsi, à la suite d'un accord passé en 2009 entre Silvio Berlusconi et le colonel Kadhafi, le nombre de clandestins avait chuté à 4.400.

Les trafiquants sont sans foi ni loi. Pour augmenter les profits, ils n'hésitent pas à surcharger les embarcations au risque de provoquer leur naufrage. Ils sont connus des services de police – le plus redoutable est l'Ethiopien Ermias Ghermay – mais nul ne peut intervenir contre eux dans le chaos libyen. Et ils sont de plus en plus déterminés. Au cours des derniers jours, ils ont attaqué un navire civil qui venait en

aide à des immigrés en difficulté

pour récupérer leur canot pneumatique et ils ont tenté de s'emparer d'un chalutier italien. Toutes les embarcations valent désormais de l'or pour les trafiquants et le canal de Sicile est devenu une mer de pirates. Le pire est pourtant à venir. Selon les services de renseignement transalpins, entre 800.000 et un million de migrants confluent vers la Libye ou seraient déjà dans le pays pour tenter de s'embarquer vers l'Europe.

Face à cette tempête parfaite qui sème la mort, l'Europe est sur le banc des accusés pour avoir remplacé Mare Nostrum par Triton. Le dispositif européen Mare Nostrum était en effet destiné à secourir les migrants en mer et ses unités navales étaient déployées dans les eaux internationales, face aux côtes libyennes, pour intervenir le plus rapidement possible. Mais Mare Nostrum a été accusée d'aug-

menter le flot de migrants en facilitant la traversée des clandestins qui avaient la certitude d'être conduits en Italie une fois secourus dès qu'ils entraient dans les eaux internationales. A partir du 1^{er} janvier 2015, Mare Nostrum a donc été remplacée par Triton dont la mission n'est plus le secours en mer mais la vigilance aux frontières de

l'Europe et dont les unités navales patrouillent à 30 milles des côtes italiennes. Un changement de stratégie dramatique. Non seulement le flot de migrants est le même en 2015 qu'en 2014, mais on compte 1.600 morts cette année contre 96 durant les quatre premiers mois de l'année précédente.

La politique est sans réponse ou spéculé sur la peau des boat people.

Matteo Salvini, de la Ligue du Nord, demande un blocus naval devant la Libye et la députée Daniela Santanché, de Forza Italia, le bombardement des bateaux des trafiquants avant qu'ils ne prennent la mer. Solutions jugées impossibles par les militaires. D'autres voix réclament l'installation dans les pays de départ de

structures destinées à gérer l'immigration en distribuant des permis de séjour. Outre la difficulté de trouver un consensus politique en Europe sur des quotas importants d'immigrés, le projet semble hasardeux dans des pays en guerre.

Rome accuse l'Europe de l'avoir abandonnée face à la tragédie. Berlin, Paris ou Stockholm répondent qu'elles accordent davantage de

permis de séjour que l'Italie. Dialogue de sourds. Reste que l'Italie affronte, à sa manière, l'urgence. Les garde-côtes de la marine transalpine suppléent à l'immobilisme de Triton et ont sauvé près de 10.000 personnes au cours de la dernière semaine. Sans la Royale transalpine, le bilan serait encore plus lourd. Au mépris du traité de Dublin, le gouvernement ne retient pas les immigrants pour les identifier et les laisse gagner l'Europe du Nord, destination finale de la majorité d'entre eux. Mais qui peut reprocher à l'Italie de ne pas accomplir une mission – l'identification et le renvoi dans le pays d'origine lorsque le statut de réfugié politique n'est pas accordé – objectivement irréalisable. C'est une politique faite de non-dits et de petits arrangements, mais c'est aujourd'hui la seule possible. ■

DOMINIQUE DUNGLAS

l'expert « Bruxelles refuse de voir ce qui se passe en Libye »

ENTRETIEN

Quel est le rôle de la Libye dans les tragiques événements en Méditerranée ? Nous avons interrogé notre confrère libyen Ali Wahida, en poste à Bruxelles.

Comme Libyen, comment voyez-vous la situation ?

Je suis ce dossier de très près et il est très étonnant de constater que, parmi les réactions européennes aux vrais drames qui se jouent en mer, aucun responsable ne mentionne mon pays. C'est un aveuglement prémédité. Depuis de longues années, le territoire libyen sert de transit à cette immigration vers l'Europe en provenance de Syrie, d'Erythrée, du Soudan, du Mali, du Ghana, etc. Depuis la chute de Kadhafi en 2011, un commerce florissant s'y est développé, avec des filières bien organisées, des trafiquants libyens et non libyens. Un élément alourdit la responsabilité européenne : ni la mission italienne de contrôle maritime baptisée « Mare Nostrum » ni l'actuelle mission européenne « Triton » gérée par Frontex (l'Agence européenne pour la gestion de la

coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'UE, NDLR) n'ont pour tâches de sauver les émigrés en difficulté sur les bateaux ou de traquer les trafiquants, c'est grave.

Comment Kadhafi s'y prenait-il de son côté ?

Il avait conclu des accords avec Romano Prodi à Bruxelles et avec Silvio Berlusconi à Rome. Ces responsables pensaient qu'une coopération directe pouvait préserver les intérêts européens. Cela a bien marché et Mouammar Kadhafi n'a jamais exécuté ses menaces initiales, on se souvient qu'il avait déclaré dans son style bien particulier qu'au besoin il enverrait « les Noirs occuper l'Europe » !

Qui, en Libye, tire les ficelles ces derniers temps dans cette affaire ?

Il est impossible de croire que personne ne voit 700 émigrants monter dans un bateau ! Les embarcations partent de territoires côtiers contrôlés par les milices islamistes dites de « l'Aube de Libye » (Fajr Libya),

comme Zouwara, près de la Tunisie, Tajoura, près de Tripoli, ou même Misrata, fief des Frères musulmans. D'évidence, ils se partagent l'argent de ces trafics humains avec les filières. Une place dans un bateau pour l'Europe, c'est 7.000 dollars par personne !

L'Europe laisse faire...

Les Européens manqueraient-ils de renseignements ? J'en doute, ils savent qui sont les chefs. Or, on n'entend pas une seule menace envers les trafiquants. Le commissaire européen s'occupant de l'immigration fait un tour de la région mais évite la Libye. Elle n'existe pas ? L'Union européenne dit aux Libyens : on vous aidera quand vous aurez formé un gouvernement d'union nationale. Ce qui peut prendre des années ! Les Européens ne publient aucune liste de suspects. Les trafiquants savent qu'ils jouissent d'une totale impunité. Pourtant, la situation est dramatique, et entre 500.000 et un million d'émigrés sont déjà sur le sol libyen prêts à prendre la mer. ■

Propos recueillis par
BAUDOUIN LOOS